



Le regard des Européens sur l'Islam

Depuis plusieurs années reviennent de façon récurrente dans les sociétés européennes des polémiques et controverses relatives à l'Islam. Les différents attentats revendiqués par des fondamentalistes notamment à Londres en juillet 2005, l'assassinat de Theo Van Gogh à Amsterdam la même année par un extrémiste qui justifiait son acte par la défense de l'honneur de l'Islam, les manifestations, parfois violentes, suite à la publication des caricatures de Mahomet dans un journal danois, ou plus récemment encore l'attaque du journal Charlie Hebdo pour avoir intitulé sa Une « Charia Hebdo », sont autant d'événements venus nourrir une certaine crispation des populations et des pouvoirs politiques à l'égard de l'Islam et de ses fidèles. Ce malaise s'est traduit ces dernières années par de nombreux débats dans les pays européens autour du port du voile, de l'édification de mosquées ou encore des modalités d'intégration et de naturalisation des populations immigrées, débats à l'origine d'amalgames fréquents entre immigration, identité nationale et Islam, utilisés par des partis d'extrême droite de plus en plus audibles.

Pourtant en Europe 12 à 13 millions de personnes sur une population totale de 377 millions d'habitants se revendiquent de confession musulmane, soit une moyenne de 4% de la population, surtout établie dans les grandes villes. Selon des estimations récentes, c'est la France qui compte le plus de musulmans sur son territoire (4,5 à 5 millions), suivie de l'Allemagne (plus de 3 millions), du Royaume-Uni (1,4 à 2 millions) et des Pays-Bas (696.000). C'est dans ce contexte que l'Ifop a souhaité croiser les regards et les perceptions portés sur l'Islam par les habitants de ces quatre pays (voir le détail de la note méthodologique à la fin) afin de tenter d'en comprendre les représentations, de dégager des phénomènes communs en dépit d'histoires et de modèles d'intégration différents et d'essayer d'évaluer l'intensité et les ressorts de ce malaise.

On distinguera pour ce faire, le Royaume-Uni et les Pays-Bas d'un côté, qui ont longtemps promu un modèle multiculturaliste débouchant sur un communautarisme récemment remis en cause et de l'autre la France, qui a maintenu une politique républicaine de cohésion nationale reposant sur un modèle d'assimilation qui ne cesse de montrer ses limites et ses échecs. Il est plus compliqué de parler du modèle allemand, qui contrairement à ses voisins a progressivement évolué d'un pays d'immigration provisoire vers un pays d'immigration permanente et s'est davantage interrogé sur les fondements de la nation allemande en tant qu'entité ethnico-religieuse, avec la conception du « droit du sang », que sur son modèle d'intégration dans un pays très décentralisé. Aujourd'hui, l'accueil récent de populations immigrées pour des raisons économiques donne lieu à un débat outre-Rhin entre la droite, uniquement favorable à une immigration de travailleurs se fondant sur la culture allemande et l'assimilation, et la gauche qui prône le multiculturalisme et le droit à s'intégrer sans se couper de ses racines.

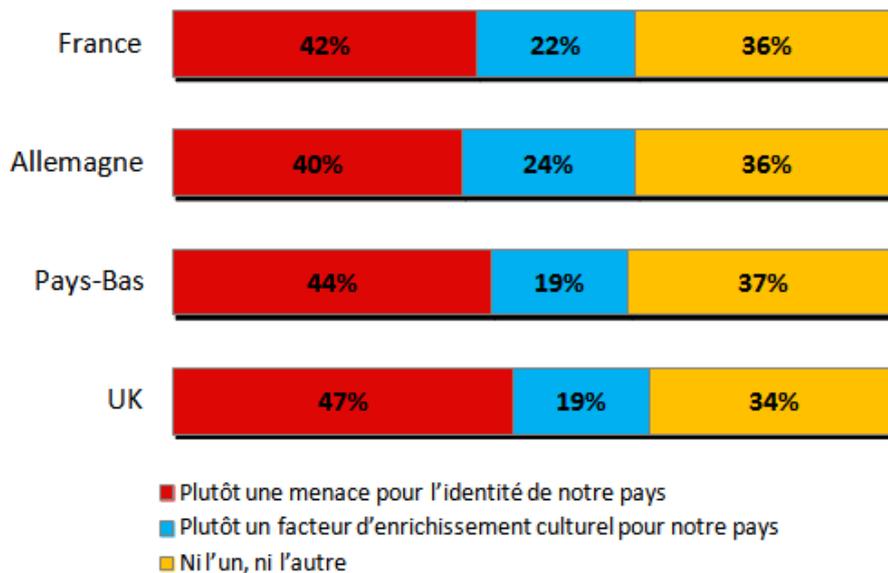
1. Un malaise partagé autour de la question de l'Islam mais une préoccupation bien secondaire

Si dans les quatre pays investigués, une majorité relative des personnes interrogées estime que la présence d'une communauté musulmane dans leur pays respectif représente une menace pour l'identité de leur pays, avec des taux légèrement plus élevés en Grande-Bretagne (47%) et aux Pays-Bas (44%) qu'en France (42%) et en Allemagne (40%), ces résultats cachent une réalité plus nuancée. **En effet, plus de 50% des personnes interrogées dans chaque pays expriment soit de l'indifférence à l'égard de cette question**

(entre 34% en Grande-Bretagne et 37% au Pays-Bas) soit l'idée que la présence d'une communauté musulmane est de leur point de vue plutôt un facteur d'enrichissement culturel pour leur pays (19% des Néerlandais et des Britanniques, 22% des Français et 24% des Allemands).

Le jugement à l'égard de la présence d'une communauté musulmane dans son pays

Question : Diriez-vous que la présence d'une communauté musulmane en France/ Allemagne/ Pays-Bas/ Grande-Bretagne est ... ?



Il s'agit donc d'être prudent s'agissant de l'interprétation des données sur cette question d'autant que les études qualitatives menées en France sur le rapport des Français à l'Islam apportent sur ce point un certain éclairage. **Elles montrent qu'il existe souvent une véritable ambivalence au sein de l'opinion entre, d'une part, un relativement faible intérêt pour les questions liées à l'immigration et ses conséquences, cet enjeu arrivant bien loin derrière l'emploi et le pouvoir d'achat dans l'ordre des sujets prioritaires, et une tension évidente (très forte à droite mais également significativement présente à gauche) dès qu'on aborde le sujet**, notamment en ce qui concerne l'intégration des populations immigrées (ou d'origine immigrée), au premier rang desquelles la population de confession musulmane.

Il est, d'ailleurs, intéressant de noter que les interrogations qui se posent ne portent plus sur l'origine géographique des personnes issues de l'immigration mais sur leur appartenance culturelle et religieuse, la terminologie « population d'origine musulmane » ayant peu à peu remplacé en France celle de « population d'origine maghrébine », aussi bien du côté des dirigeants que des citoyens. Les gouvernements allemand, français et néerlandais, tout en réaffirmant leur volonté de limiter les flux migratoires, s'engagent davantage aujourd'hui dans des débats (souvent polémiques) sur l'identité propre de leur pays. La menace ressentie n'est donc plus tant économique (alors même que la crise est durablement installée en Europe) que culturelle, avec le sentiment dominant d'une « mise en danger » de l'identité culturelle dans des sociétés de tradition chrétienne. Et, cette menace culturelle ou identitaire

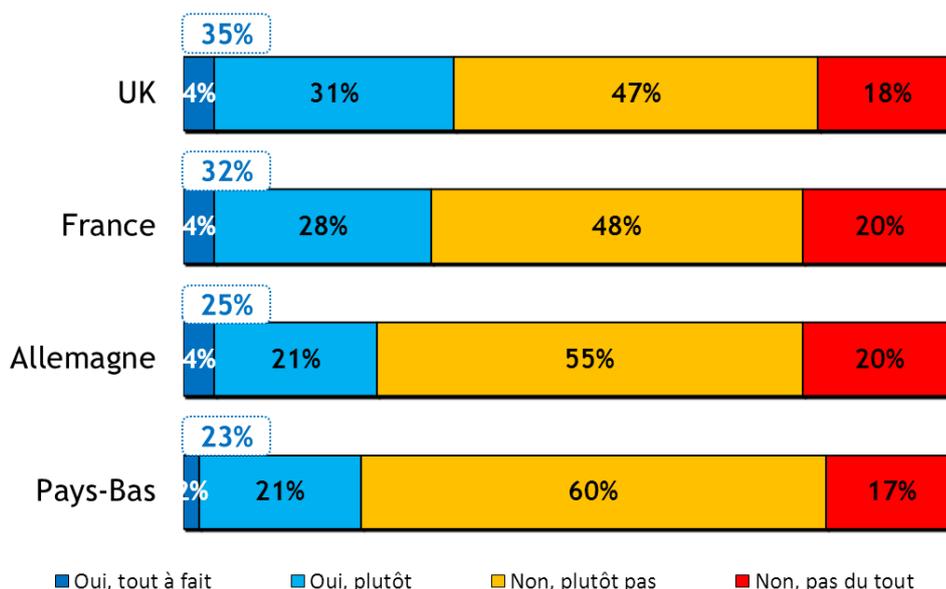
s'exprime avec d'autant plus d'acuité, pour ceux qui la ressentent, que la population d'origine musulmane, après plusieurs générations, fait désormais partie intégrante des sociétés européennes et n'a plus vocation à partir.

2. Un constat d'échec de l'intégration des populations de confession musulmane

Ce malaise quant à l'Islam semble certes porter sur le sentiment d'une menace que cette religion pourrait susciter, mais se nourrit surtout du constat d'échec de l'intégration des personnes de confession musulmane dans la société. Pendant longtemps se sont affrontés en Europe les partisans du modèle d'intégration multi-culturaliste d'inspiration anglo-saxonne, reposant sur l'idée de gérer l'unité de l'État avec la pluralité des cultures des nouveaux arrivants, et ceux du modèle assimilationniste français qui prône la primauté de la citoyenneté par rapport aux particularismes communautaires. **Force est de constater à travers notre étude que, quel que soit le modèle retenu par leur pays, la perception d'un échec de l'intégration des musulmans dans la société est largement partagée parmi les citoyens européens avec plus des deux tiers des personnes interrogées qui considèrent que les individus de confession musulmane ne sont pas bien intégrés dans leur société.** Les Néerlandais (77%), les Allemands (75%) se montrent les plus critiques sur cette question suivis de près par les Français (68%) et les Britanniques (65%).

La perception de l'intégration des musulmans et des personnes d'origine musulmane

Question : Diriez-vous qu'aujourd'hui les musulmans et les personnes d'origine musulmane sont bien intégrés dans la société... ?



Ces résultats font écho aux critiques du modèle multiculturaliste, largement relayées au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, auquel on reproche de générer la création de communautés ethniques mal intégrées dans la société, et à celle portée à l'encontre du modèle assimilationniste qui n'aurait pas su véritablement intégrer socialement et économiquement les immigrants en échange de l'effacement de leur culture

d'origine. D'ailleurs, certains politiques, à l'instar d'Angela Merkel en Allemagne, ont reconnu sans détour l'échec du multiculturalisme dans leur pays, s'agissant notamment des difficultés d'intégration des Turcs musulmans.

Du point de vue des personnes interrogées pointant l'échec de l'intégration des personnes de confession musulmane la responsabilité de celui-ci incombe en premier lieu aux individus eux-mêmes. Le refus des musulmans et des personnes d'origine musulmane de s'intégrer arrivent en effet en tête des raisons évoquées et ce dans les quatre pays de l'étude (entre 61% des citations en France et aux Pays-Bas et 67% en Allemagne).

Les causes perçues de la mauvaise intégration des musulmans et des personnes d'origine musulmane

Question : Parmi les raisons suivantes, quelles sont les deux qui, selon vous, expliquent le plus que les musulmans et les personnes d'origine musulmane sont mal intégrées dans la société ?

<i>Base : posée uniquement aux personnes estimant que les musulmans ne sont pas bien intégrés dans la société</i>	France	Allemagne	Pays-Bas	UK
Leur refus de s'intégrer à la société française / allemande / hollandaise / britannique	61	67	61	64
Les trop fortes différences culturelles	40	34	47	39
Le fait que les personnes d'origine musulmane soient regroupées dans certains quartiers et certaines écoles	37	32	34	58
Le racisme et le manque d'ouverture de certains Français / Allemands / Hollandais / Britanniques	18	15	11	14
Les difficultés économiques et le manque de travail	20	10	6	6
Des actions et des budgets insuffisants de la part des pouvoirs publics	2	5	2	2

Par la suite, les raisons invoquées pour expliquer cet échec sont très révélatrices du sentiment d'incompatibilité ressenti entre tradition chrétienne pour les uns, culture laïque pour les autres et pratique musulmane. En France (40%), en Allemagne (34%) et particulièrement aux Pays-Bas (47%), l'échec de l'intégration s'explique en second lieu par les trop fortes différences culturelles. Seuls les Britanniques mentionnent en deuxième position (à 58%) le fait que les personnes d'origine musulmane soient regroupées dans certains quartiers et certaines écoles. Dans les autres pays, si la « ghettoïsation » des populations d'origine musulmane et le racisme des pays d'accueil peuvent freiner le processus d'intégration de ces populations, cela reste minoritaire en termes de citation. Tout comme l'argument économique, plus fortement évoqué en France (20%) et en Allemagne (10%) qu'aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne (6% dans les deux pays), compte-tenu des contextes économiques locaux. Si l'action des pouvoirs publics et l'insuffisance des budgets alloués à la question de l'intégration n'apparaissent pas comme des facteurs explicatifs – la situation ne semblant pas s'expliquer par un manque de moyens mais par un problème de volontarisme de part et d'autre – **les études qualitatives menées en France montrent toutefois que les revers de l'intégration sont en partie attribués à l'incapacité des politiques à prendre en compte et à s'adapter au changement de paradigme : il ne s'agit plus d'empêcher les immigrants d'entrer**

dans le pays (même si cette peur est ravivée par la crainte d'un afflux massif en lien avec les révolutions dans les pays arabes) mais de « gérer » ceux déjà présents en France.

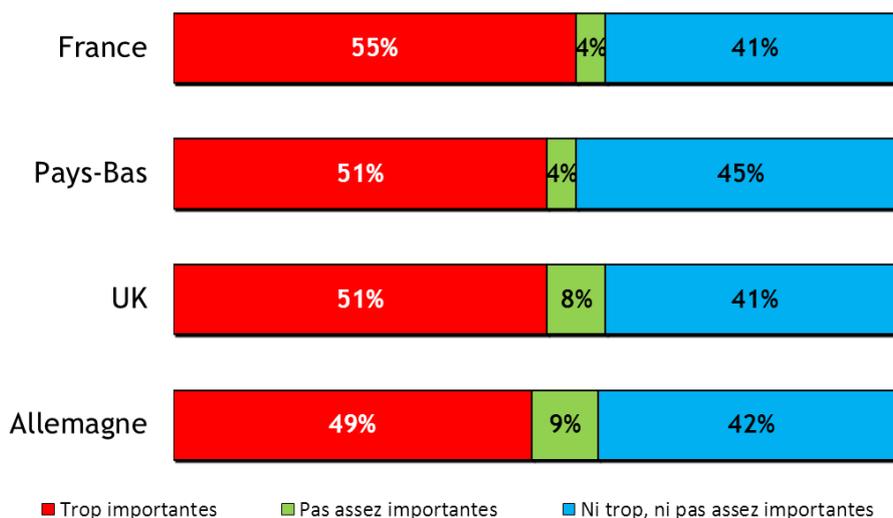
3. La visibilité de l'Islam dans l'espace public au cœur des inquiétudes

Autre élément de controverse dans l'opinion publique - au-delà de la problématique de l'intégration des populations musulmanes marquée par un constat d'échec : la visibilité de cette religion dans l'espace public des pays européens investigués. **L'Islam apparaît plus visible au sein du Vieux Continent sous le double effet de l'installation définitive des populations musulmanes sur son sol et de leur médiatisation croissante (reconnaissons-le, souvent de manière négative). Cependant, cette plus grande visibilité de l'Islam pose-t-elle réellement problème ?**

Les personnes interrogées se montrent assez partagées s'agissant de l'influence et de la visibilité de l'Islam dans les sociétés d'Europe du Nord mais encore une fois les résultats sont très proches dans nos quatre pays, signe que cette problématique se pose de manière assez identique en dépit des différences de contextes nationaux. Quand un peu plus d'une personne sur deux pense en France (55%), aux Pays-Bas et en Grande Bretagne (51% respectivement) que cette religion occupe une place « trop importante » dans leur pays, dans le même temps, plus de quatre personnes sur dix expriment un avis plutôt neutre, estimant que cette place n'est ni trop, ni pas assez importante.

Le jugement à l'égard de l'influence et de la visibilité de l'Islam dans le pays

Question : Diriez-vous que l'influence et la visibilité de l'Islam en France / en Allemagne / aux Pays-Bas / en Grande-Bretagne sont aujourd'hui ?



L'Islam, tout en restant minoritaire numériquement peut être ressenti comme un danger pour l'identité nationale dans la mesure où elle est perçue comme plus visible que les religions de tradition chrétienne par



exemple. **Cette visibilité de l'islam tient largement au fait que l'islam est vécu comme un argument d'autorité, ayant un rôle prescriptif fort auprès des musulmans, alors même que les sociétés européennes sont de plus en plus sécularisées.** La contradiction résiderait dans le fait que les Européens ont perdu l'habitude de voir des expressions religieuses dans la sphère publique et considèrent la moindre emprise du religieux sur la vie quotidienne comme un progrès et la séparation de l'Eglise et l'Etat s'agissant de la France comme une avancée majeure.

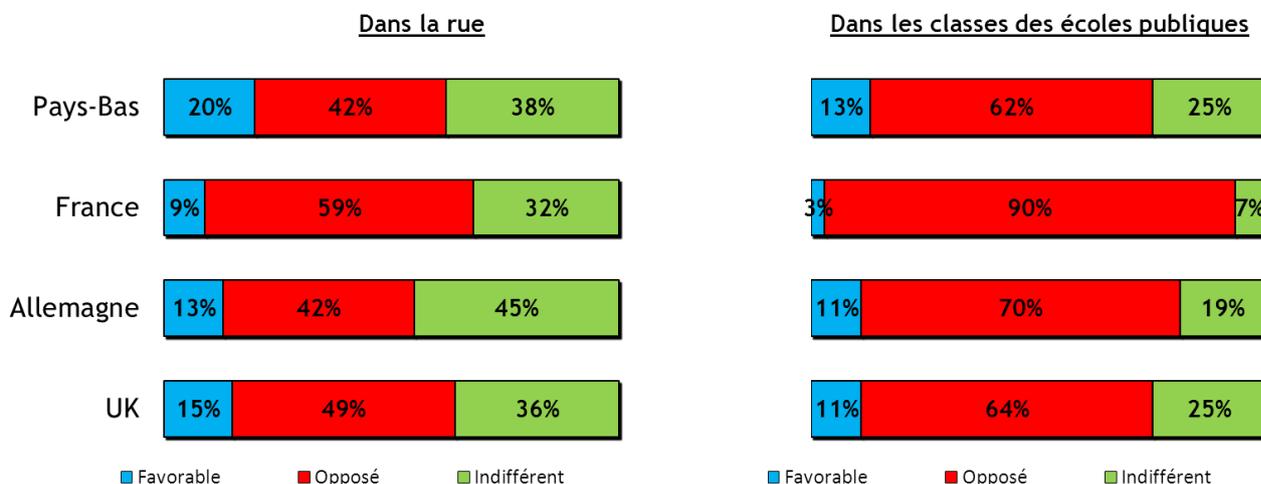
Les crispations autour de la question de la visibilité de l'islam émergent surtout du sentiment que celle-ci tend à remettre en cause la laïcité parce qu'elle suscite des revendications en contradiction avec un exercice laïc de la citoyenneté (demandes de viande halal dans la restauration collective, port du voile islamique dans la vie quotidienne...). Si la laïcité renvoie à la liberté de culte, elle signifie également un principe de neutralité dans la sphère publique. Aujourd'hui, c'est la séparation de la pratique dans la sphère privée et dans celle publique qui est en jeu, posant très rapidement la question du seuil de tolérance face aux religions. **Tout se passe comme si c'était moins le poids que la visibilité et l'adéquation au système de valeurs national d'une religion qui tendraient à menacer la laïcité. A ce titre, cette visibilité de l'islam peut être perçue comme excessive dans l'espace public, en ce qu'elle apparaît incompatible avec le mode de vie européen et plus largement avec les valeurs nationales des pays de l'étude.** Il convient cependant de garder une question à l'esprit : quelle est la part de vérité et de fantasme dans la dénonciation de l'incompatibilité entre l'Europe du Nord et l'islam ?

Quoiqu'il en soit, il se dégage néanmoins de tout cela que les opinions publiques européennes expriment de plus en plus d'inquiétudes face aux symboles visibles de la présence des musulmans et de l'islam sur le Vieux Continent. Au cœur des symboles les plus emblématiques de l'islam en Europe, le voile et la présence de mosquées tendent à alimenter le sentiment d'une religion trop (et de plus en plus) visible et à engendrer des points de crispations plus ou moins importants selon les pays à l'égard de la communauté musulmane.

La question du port du voile ou du foulard par les femmes musulmanes cristallise la défiance à l'égard de l'islam, car le voile est à la fois perçu comme le symbole de la soumission de la femme et comme un acte de prosélytisme religieux. Cependant, la question posée par l'Ifop sur l'opposition, l'adhésion ou encore l'indifférence au port du voile relève toute l'ambiguïté d'une population européenne très attachée à la laïcité mais aussi à la liberté d'expression qui passe également par la tenue vestimentaire. **Ainsi, on constate que les perceptions des peuples interrogés ne sont pas les mêmes dès lors qu'il s'agit d'arborer le voile dans les écoles ou dans la rue.**

Le jugement sur le port du voile ou du foulard pour les musulmanes

Question : Etes-vous favorable, opposé ou indifférent au port du voile ou du foulard pour les musulmanes qui le souhaitent ?

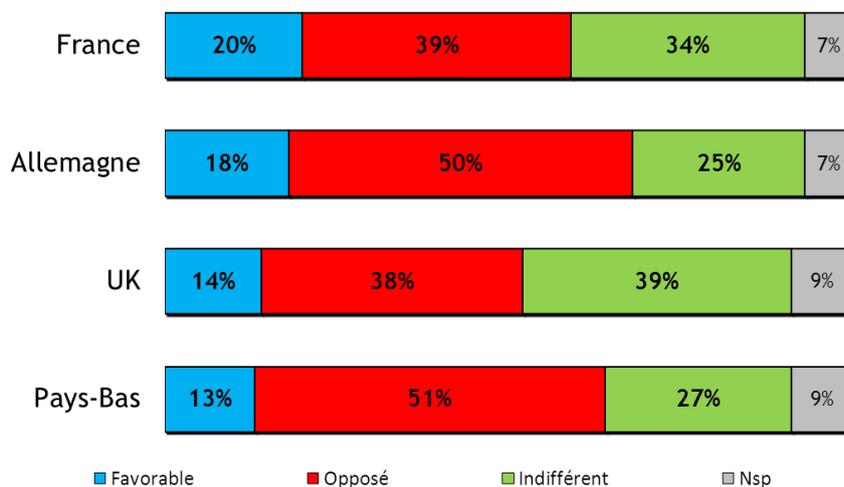


A l'école, symbole de la République particulièrement en France, espace sécularisé par excellence, le verdict est sans appel : de 90% d'opposants en France à 62% aux Pays-Bas (70% en Allemagne et 64% au Royaume-Uni). En revanche, l'opposition est moindre s'agissant du port du voile dans la rue, qui est certes un espace public, mais qui semble (encore) relever de la sphère de l'individualité : l'indifférence domine en Allemagne (45%, contre 42% qui s'y oppose et 13% qui sont pour) tandis que les Néerlandais se montrent les plus tolérants sur ce point (20% sont favorables au port du voile, 38% y sont indifférents quand 42% y sont opposés). En revanche, les Français sont les plus nombreux à s'opposer au port du voile ou du foulard par les femmes dans la rue mais dans une proportion moindre que pour l'école (59%) contre 32% qui y sont indifférents et 9% seulement qui soutiennent ce principe. Gageons que cette crispation du peuple français s'explique en partie par un contexte national où le voile et plus largement la place de l'Islam dans le pays ont été au cœur du débat public (initié par feu le Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale) donnant lieu à un déferlement d'amalgames et conduisant à un durcissement de la législation (avec l'adoption d'une loi interdisant le port du voile intégral). Cette question suscite également une opposition non négligeable en Grande Bretagne, mais toutefois moins importante qu'en France, avec 49% d'opposants mais 15% de soutiens et 36% d'indifférents.

L'édification de mosquées dans les pays d'Europe du Nord catalyse moins de tension même si elle fait apparaître des clivages importants au sein des populations interrogées. Alors qu'on relève une opposition majoritaire en Allemagne (50%) et aux Pays Bas (51%) à l'édification de ces lieux de cultes, ce rejet quoique dominant se révèle plus nuancé au Royaume Uni (38%) et en France (39%) où les personnes interrogées font preuve d'un degré d'ouverture supérieur : 20% des Français adhèrent à la construction de lieux de culte musulmans dans leur pays, quand les Britanniques ne sont que 14% à partager cet avis. Cette tolérance relative à l'égard de la construction de lieux de culte pour les musulmans trouve sa source dans le principe même de laïcité qui veut que chaque religion ait les moyens d'exercer librement son culte dans de bonnes conditions (ainsi lutter contre « l'Islam des caves » est affiché comme une priorité par nombre de politiques, au premier rang desquels Nicolas Sarkozy).

L'adhésion au principe d'édification de mosquées

Question : Etes-vous favorable, opposé ou indifférent à l'édification de mosquées en France / en Allemagne / aux Pays-Bas / en Grande-Bretagne lorsque les croyants le demandent ?



4. Le rejet d'un Islam politique mais le respect des croyances personnelles

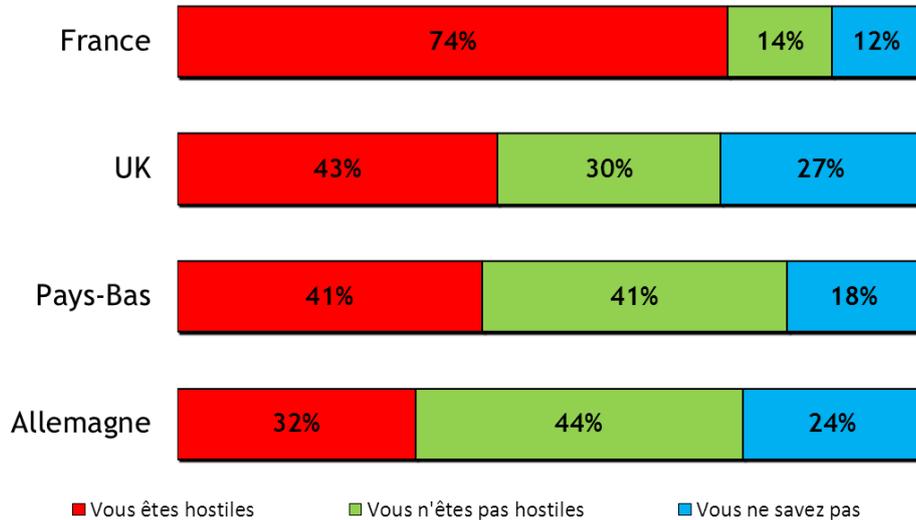
Si la liberté de religion est garantie dans tous les Etats investigués par l'enquête, il n'en reste pas moins que la relation de l'Islam au champ politique varie d'un pays à l'autre. Dans certains pays, comme en Allemagne ou en France il existe des instances de représentations officielles de l'Islam : la France a créé en 2003 le Conseil français du culte musulman et l'Allemagne a mis en place en 2006 une conférence allemande de l'Islam, institutions qui servent davantage à instaurer un dialogue entre la religion et l'Etat pour favoriser l'intégration et éviter la montée du fondamentalisme religieux, qu'à représenter une identité musulmane. Le principe est simple : reconnaissance de la présence de l'Islam par la République contre acceptation de la part des représentants du culte des lois de la République, en particulier du principe de laïcité. Néanmoins l'Islam peut-elle se réclamer d'une représentation politique ? **Si ces instances semblent valoir reconnaissance juridique à l'Islam cela n'équivaut pas à une reconnaissance politique et encore moins à une acceptation par les opinions publiques européennes qu'une religion soit au cœur des motivations d'un parti politique ou d'un syndicat censés représenter des idées, des convictions et non des dogmes.**

Ainsi, en France le rejet est unanime : 74% des Français sont hostiles à l'existence de partis politiques ou de syndicats se référant à l'Islam, parce que cet état de fait entrerait en contradiction avec la conception française de la citoyenneté qui favorise le maintien d'une politique de quasi non-reconnaissance des groupes culturels et religieux en tant qu'interlocuteurs pour préserver l'universalité et l'égalité en droit. La défiance envers l'Islam politique est de plus alimentée par l'existence de courants islamistes réactionnaires et prônant des formes de résistance communautaristes provocatrices à l'intégration dans les sociétés, et par l'imaginaire de partis politiques comme les Frères Musulmans dans certains pays arabes.

L'adhésion à une représentation de l'Islam dans le champ politique

Question : Seriez-vous hostiles ou non à... ?

L'existence de partis politiques ou de syndicats se référant à l'Islam



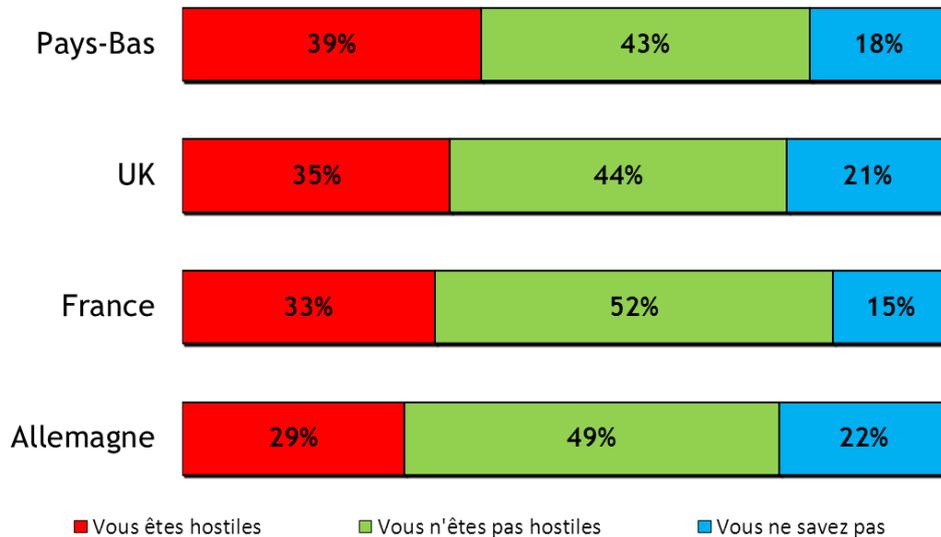
Les autres peuples européens se révèlent plus nuancés (dans une certaine mesure parce qu'ils ont des traditions de multiculturalisme plus enracinées ou que, pour l'Allemagne et les Pays-Bas, des partis importants revendiquent depuis leur origine leur identité chrétienne) : les Allemands se montrent assez indifférents à ce débat, 44% ne se déclarant pas hostiles à l'existence de partis politiques ou de syndicats se référant à l'Islam et 24% ne se prononçant pas. Aux Pays-Bas l'hostilité se dispute à l'acceptation (41% pour les deux items) et si l'hostilité l'emporte au Royaume-Uni, plus d'un cinquième (27%) des Britanniques sont indifférents et près d'un tiers (30%) ne se déclarent pas hostiles.

En revanche, l'élection d'un maire d'origine musulmane suscite (la question visant à mesurer la différence entre l'acceptation d'une origine non revendiquée et d'une affirmation politique et militante de l'Islam) **des réactions moins hostiles** : la tolérance domine dans tous les pays, particulièrement en France à la majorité (52%) et en Allemagne (49%). On peut émettre l'hypothèse que l'élection d'un maire d'origine musulmane loin d'être une menace serait plutôt vécue comme une preuve d'intégration et de la pratique d'un Islam laïque, républicain et modéré.

L'adhésion à une représentation de l'Islam dans le champ politique

Question : Seriez-vous hostiles ou non à... ?

L'élection d'un maire d'origine musulmane dans la commune où vous habitez



On observe donc une hostilité plus forte à un parti confessionnel, à une organisation de l'Islam susceptible de donner plus de poids et de visibilité politique à cette religion, qu'à un individu qui exprimerait une foi personnelle. Les opinions européennes ne font donc pas tant montre d'hostilité à l'égard de la religion musulmane qu'à une remise en question de la laïcité. Ils sont globalement pour l'expression d'une foi individuelle mais rejettent toute forme de revendication collective.

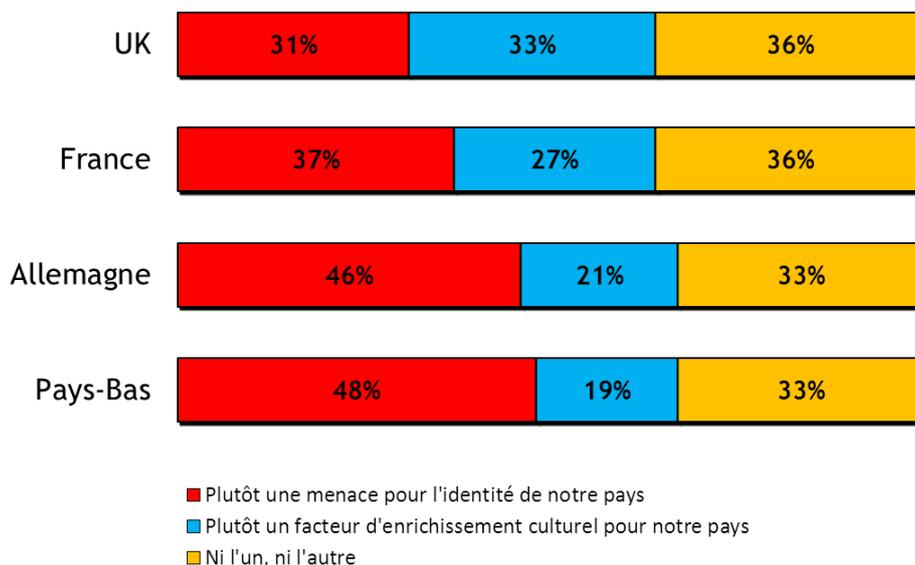
5. Des perceptions très clivées entre les générations des différents pays : un regard des jeunes générations sur l'Islam globalement plus nuancé

Si la comparaison entre les pays montre une grande convergence des perceptions et des opinions allemandes, françaises, britanniques et néerlandaises vis-à-vis de l'Islam, **l'étude approfondie des résultats met en lumière de fortes différences au sein d'une même génération entre les pays étudiés** qui sans nul doute répondent à des cultures mais surtout à des situations économiques particulières. **L'accent sur les jeunes permet par ailleurs de nuancer quelque peu les résultats globaux** de ce sondage Ifop, dans la mesure où les résultats détaillés sur les moins de 35 ans montrent que **le rapport des jeunes générations à l'Islam se révèle beaucoup moins problématique, fait d'une part d'acceptation de cette religion et surtout d'une certaine indifférente bienveillante.**

Le jugement à l'égard de la présence d'une communauté musulmane dans son pays

- Réponses des moins de 35 ans -

Question : Diriez-vous que la présence d'une communauté musulmane en France / en Allemagne / aux Pays-Bas / en Grande-Bretagne est... ?



En France et de façon plus prononcée encore en Grande-Bretagne, une forte proportion des moins de 35 ans tendent à considérer la présence d'une communauté musulmane comme un facteur d'enrichissement culturel, cette perception domine même en Grande-Bretagne au sein de cette catégorie d'âge. A l'inverse, en Allemagne et aux Pays-Bas cette génération est beaucoup plus critique à l'égard de l'Islam que leurs aînés, en particulier en Allemagne où le sentiment de menace pour l'identité nationale décroît avec l'âge, les générations les plus âgées ayant un rapport plus complexe avec l'identité nationale. Aux Pays-Bas, les jeunes se montrent particulièrement craintifs à l'égard de cette religion, la perception d'une menace pour l'identité du pays étant partagée par une forte proportion des moins de 35 ans (48%) dont 54% des 18-24 ans.

Les raisons invoquées pour expliquer l'échec de l'intégration des populations de confession musulmane par les personnes âgées de moins de 35 ans sont également très variables dans les différents pays. Si comme dans le reste de la population, la responsabilité de l'échec est d'abord imputée aux individus eux-mêmes, à l'exception notable des répondants britanniques, la hiérarchie des réponses diffère ensuite fortement selon les pays. Aux Pays-Bas, pour une majorité de la jeune génération le problème est clairement d'ordre culturel, 54% des moins de 35 ans estiment que la mauvaise intégration des musulmans s'explique par les différences culturelles. A l'inverse, pour cette génération en France et plus encore en Grande-Bretagne, la difficile intégration des populations de confession musulmane semble avant tout résulter d'une problématique sociale : 45% des Français âgés de moins de 35 ans et 54% des britanniques du même âge, estiment que la ghettoïsation de cette frange de la population est à l'origine de la mauvaise intégration des musulmans dans leur pays. Ce qui fait du regroupement des personnes d'origine musulmane dans certains quartiers et écoles, la première cause évoquée par les jeunes britanniques, eux-mêmes souffrant d'un

problème d'intégration à la société britannique comme l'ont mis en lumière de façon criante les émeutes de cet été dans les grandes villes anglaises. On retrouve également chez les jeunes britanniques une critique en creux du modèle d'intégration multi-culturaliste et de ses dérives communautaires.

Les causes perçues de la mauvaise intégration des musulmans et des personnes d'origine musulmane - Réponses des moins de 35 ans -

Question : Parmi les raisons suivantes, quelles sont les deux qui, selon vous, expliquent le plus que les musulmans et les personnes d'origine musulmane sont mal intégrées dans la société ?

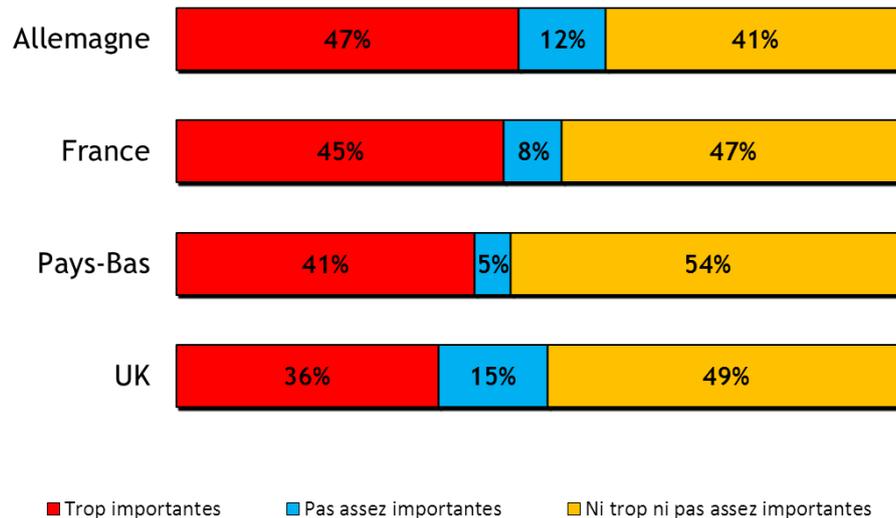
<i>Base : posée uniquement aux personnes estimant que les musulmans ne sont pas bien intégrés dans la société</i>	France	Allemagne	Pays-Bas	UK
Leur refus de s'intégrer à la société française / allemande / hollandaise / britannique	62	66	59	46
Les trop fortes différences culturelles	34	25	<u>54</u>	27
Le fait que les personnes d'origine musulmane soient regroupées dans certains quartiers et certaines écoles	<u>45</u>	37	36	<u>54</u>
Le racisme et le manque d'ouverture de certains Français / Allemands / Hollandais / Britanniques	22	15	11	27
Les difficultés économiques et le manque de travail	15	16	1	11
Des actions et des budgets insuffisants de la part des pouvoirs publics	3	10	4	5

Au-delà de ces différences parfois assez marquées, il semblerait néanmoins que les jeunes Européens partagent une vision moins problématique de l'Islam, une certaine indifférence aux différents débats émergents sur cette religion semble se faire jour. Ainsi, s'agissant de la visibilité de l'Islam dans les sociétés européennes, les jeunes de moins de 35 ans peinent à se prononcer sur une question qui apparaît secondaire au regard de leurs problématiques immédiates (éducation, emploi, etc.).

Le jugement à l'égard de l'influence et de la visibilité de l'Islam dans le pays

- Réponses des moins de 35 ans -

Question : Diriez-vous que l'influence et la visibilité de l'Islam sont aujourd'hui ?



Par ailleurs, **les jeunes générations se révèlent beaucoup plus tolérantes que leurs aînés**, particulièrement les 18-24 ans qui portent un regard moins hostile sur les signes extérieurs de la pratique de l'Islam. Ainsi, en moyenne deux jeunes sur dix adhèrent au principe d'édification de mosquées (25% en France, 20% en Allemagne, 18% aux Pays-Bas, 24% en Grande-Bretagne). Il en va de même pour le port du voile, face auquel de un cinquième jusqu'à un tiers des 18-24 ans se montrent favorables - hormis en France où aucun clivage générationnel ne se fait jour sur cet item, l'hostilité l'emportant à tout âge - que ce soit dans la rue (24% en Allemagne, 35% aux Pays-Bas, 36% en Grande-Bretagne) ou à l'école (24% en Allemagne, 31% aux Pays-Bas, 30% en Grande-Bretagne) tandis que les plus âgés se révèlent sans surprise les plus réticents.

De même, l'existence de partis politiques ou de syndicats se référant à l'Islam n'est pas une source de crispation majeure pour les jeunes, plus d'un tiers des moins de 35 ans dans chaque pays, sauf en France, ne s'y déclarant pas hostiles. Et, s'agissant de l'élection d'un maire d'origine musulmane dans leur commune, de un tiers (36% aux Pays-Bas) à plus d'un jeune sur deux en France (55%) n'y sont pas hostiles.

Comme on l'a vu, l'Islam suscite donc une certaine inquiétude dans les pays européens investigués, parce que sa pratique apparaît en contradiction avec des sociétés de plus en plus sécularisées. Les crispations très semblables dans ces quatre pays aux traditions culturelles et au passé migratoire pourtant très différents résident surtout autour de la question de la visibilité de l'Islam dans tous les domaines de la société et de l'intégration des populations musulmanes. Cependant, les sociétés européennes ne peuvent pas faire l'impasse de certaines questions, comme celle des raisons de l'accroissement de l'attachement à l'Islam dans les communautés issues de l'immigration, qui semble résulter en partie d'une perte de confiance envers la République et de sa capacité intégratrice, la religion se transformant alors en valeur refuge pour



une population en perte de repères. Pour autant, opposer Islam et République serait réducteur dans la mesure où les personnes interrogées semblent partager l'idée qu'un Islam laïque et républicain est possible, et s'impose comme le modèle vers lequel toutes les sociétés devraient tendre.

Note méthodologique

Etude réalisée par l'Ifop	
Echantillon	<p>Allemagne : Echantillon de 800 personnes, représentatif de la population allemande âgée de 18 ans et plus</p> <p>Pays Bas : Echantillon de 605 personnes, représentatif de la population néerlandaise âgée de 18 ans et plus sur la base d'un échantillon national représentatif de 501 personnes</p> <p>France : Echantillon de 806 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus</p> <p>Royaume-Uni : Echantillon de 600 personnes, représentatif de la population britannique âgée de 18 ans et plus La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé/du chef de ménage aux Pays-Bas) après stratification par région.</p>
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).
Dates de terrain	Du 9 au 18 avril 2011

Sarah Alby

Chargée d'études à l'Ifop, Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

Beltrande Bakoula

Chargée d'études sénior à l'Ifop, Département Opinion et Stratégies d'Entreprises